REPUBLIQUE FRANÇAISE DEPARTEMENT DE LA SARTHE



Election à l'Assemblée Nationale

SCRUTIN DU 4 MARS 1973

3me Circonscription

Raymond DRONNE

Candidat Républicain

Electrices, Electeurs,

Je suis un homme entièrement libre. Je ne suis ni un inconditionnel de l'approbation, ni un inconditionnel de l'opposition. J'ai voté pour les projets que j'estimais bons ; j'ai voté contre ceux que je pensais être mauvais ; je me suis abstenu quand j'avais des doutes ; je n'ai pas voté les budgets, car je suis convaincu que l'argent des contribuables pourrait être mieux employé.

Je continuerai dans la même voie.

Je n'ai l'investiture d'aucun parti politique. Je bénéficie de soutiens et d'appuis nombreux, notamment de la part des Réformateurs et du Centre Démocratie et Progrès. La Majorité a décidé de ne pas m'opposer de candidat : parce qu'elle sait qu'elle ne peut pas faire élire un des siens dans la circonscription ; parce qu'elle préfère DRONNE à un député de l'Union de la Gauche. Mon honnêteté et mon intégrité sont reconnues par beaucoup, y compris par des gens qui ne partagent pas mes idées.

Politiquement, je me situe au Centre. Je souhaite que les Centristes, encore insuffisamment unis, achèvent de se rassembler pour constituer une force politique solide, dans le double but :

— d'éviter le partage des Français en deux blocs hostiles avec les dangers d'affrontements et de guerre civile qui en découleraient ;

— de promouvoir une politique de réformes et de progrès social dans le calme et dans l'ordre, en fonction des possibilités du Pays.

Tout n'est pas mauvais

Si l'on considère objectivement le bilan de la législation écoulée, il faut bien admettre qu'il n'est pas entièrement négatif, comme le clament les tenants des oppositions systématiques.

A son actif, reconnaissons un incontestable essor économique ; une amélioration des niveaux de vie, un effort en faveur des catégories sociales les plus défavorisées, un début d'amélioration de la condition des personnes âgées.

Mais tout n'est pas bon

A côté de ce qui mérite d'être considéré à juste titre comme des progrès, il y a des ombres. Par exemple :

— une bureaucratie et une centralisation de plus en plus paralysantes et ruineuses ;

— trop de dépenses inutiles ;

— l'inflation, avec sa conséquence la plus visible, la hausse des prix ; il s'agit là d'un phénomène mondial, dit-on ; c'est vrai ; mais il est plus important chez nous qu'ailleurs ;

— trop d'inégalités choquantes, des conditions de vie indignes d'un pays civilisé pour les personnes âgées malgré les améliorations récentes ;

— une tolérance excessive à l'égard des pillards de l'épargne, des profiteurs de tous poils, qui a été illustrée par trop de scandales.

Les promesses et les possibilités

Quels que soient les hommes au pouvoir, quelle que soit leur bonne volonté, ils ne feront pas de miracles et surtout pas de miracles immédiats. On ne peut faire que la politique de ses moyens et les moyens sont toujours limités. Les objectifs définis par la majorité ne pourraient être atteints qu'à la condition que notre économie ait un taux de croissance très élevé, ce qui n'est pas certain. Le programme de l'Union de la Gauche est irréalisable : il déclencherait une inflation d'une ampleur telle que les avantages accordés seraient rapidement absorbés et dépassés par la hausse des prix. La crise qui s'ensuivrait, renforcée par les nationalisations et une étatisation systématique, serait catastrophique, avec, sans aucun doute, un effroyable chômage. Tout le monde le sait, il suffit de nationaliser une affaire prospère pour la rendre déficitaire.

Ce qui est souhaitable et possible

Par contre, il est à la fois souhaitable et possible de réaliser un certain nombre d'améliorations et de réformes.

Premièrement : faire des économies sur le budget de l'État : par exemple, sur les subventions économiques, sur les dépenses militaires. Elles permettraient de financer des besoins prioritaires : l'augmentation des retraites ; des équipements collectifs de base (hôpitaux, écoles, formation professionnelle et technique, routes, téléphone).

Deuxièmement : régler le problème des retraites d'une manière humaine. Le plus urgent est de majorer les retraites de manière à donner aux personnes âgées un niveau de vie convenable. Il faudrait doubler dans un délai rapide des retraites et allocations les plus faibles. L'abaissement de l'âge de la retraite sera réalisé par paliers Je vois un système souple, permettant aux gens de prendre leur retraite à leur choix entre un âge minimum et un âge maximum, avec possibilité de travailler à mi-temps.

Troisièmement : juguler l'inflation, ce cancer des économies modernes, qui ronge la monnaie et rend illusoires les augmentations de salaires et de revenus .

Quatrièmement : décentraliser et déconcentrer. La France a une trop grosse tête et une bureaucratie trop centralisée, qui retarde et complique le règlement des affaires. Il faut décongestionner Paris, donner des pouvoirs et des responsabilités aux régions, aux départements, aux communes, leur transférer en même temps les ressources et le personnel correspondants et non pas créer une bureaucratie supplémentaire. Il faut aussi décentraliser les industries et les économies, stopper le mouvement qui fait affluer les populations et les usines vers les grandes métropoles ; il s'agit de renverser le mouvement, de déplacer le travail vers les hommes, de redonner vie à un espace rural qui est en train de se vider. L'économie doit être au service de l'homme, l'homme ne doit pas être le serf de l'économie. Et les mesures doivent être prises pour empêcher l'homme de se détruire lui-même et de s'empoisonner avec ses déchets.

Cinquièmement: définir une véritable politique agricole, à longue échéance, c'est-à-dire essentiellement encourager les productions pour lesquelles existent des débouchés rentables. Les velléités temporaires et contradictoires que nous avons eues jusqu'ici ne constituent pas une politique.

Sixièmement: ne pas tolérer les scandales que nous avons connus ces dernières années, les réprimer vigoureusement, exiger une stricte honnêteté dans le monde politique.

Septièmement : construire l'Europe économiquement et aussi politiquement, sans pour autant défaire la France et sans renoncer à l'Alliance Atlantique, qui pour plusieurs années encore sera la meilleure garantie de notre sécurité.

L'Europe sera capable dans l'avenir d'assurer sa défense avec une contribution de tous, qui sera plus efficace et moins lourde pour chaque membre que s'il voulait y faire face seul. En attendant un désarmement général, simultané et contrôlé que la situation actuelle ne permet pas d'espérer pour un avenir proche.

Enfin, dans l'hypothèse par exemple d'un conflit persistant entre la Présidence de la République et l'Assemblée, le fonctionnement actuel des institutions pourrait mener à une crise de régime. Pour éviter ce risque, je pense que le bon sens commande d'évoluer vers un véritable régime présidentiel, aux pouvoirs équilibrés et séparés.

Il existe beaucoup d'autres questions qui touchent certaines catégories :

— la jeunesse, nombreuse, dont il faut préparer l'avenir en lui donnant une formation moderne et en créant des emplois nouveaux à la mesure de ses besoins ;

— les femmes, qui sont souvent victimes de notre civilisation trépidante : la réforme du salaire unique, la généralisation du travail à mi-temps devraient permettre à celles qui le désirent de mener une vraie vie familiale ;

— les petits commerçants, les artisans, les petits agriculteurs, la petite entreprise en général menacée par les concentrations, les grandes surfaces, une fiscalité trop complexe, une bureaucratie malveillante ; le maintien d'un effectif important de travailleurs indépendants est une des conditions de la survie de nos libertés ;

— les anciens combattants, qui méritent plus d'égards.

Le problème fondamental qui se pose est celui de la sauvegarde d'une civilisation et d'un régime de liberté.

L'Union de la Gauche est malheureusement dominée par les communistes. Si elle l'emportait, les communistes élimineraient leurs alliés au bout d'un temps plus ou moins bref. Ils finiraient par régner seuls et par imposer non pas le programme de l'Union de la Gauche, mais leur domination et leur système

Face à leur dictature, j'entends défendre la liberté, toutes les libertés. Ce qui ne signifie pas que je veuille conserver ce qui existe sans rien y changer. Je pense que beaucoup de réformes sont indispensables pour que les Français puissent vivre mieux, avec plus de justice. Mais ces réformes doivent intervenir dans le calme. Elles doivent améliorer notre civilisation et non pas la démolir.

Sur le plan de la Circonscription

Le député est le représentant des intérêts généraux du Pays. Il est aussi le représentant de sa circonscription.

Demain comme hier, je me tiendrai en liaison avec les administrateurs locaux et avec les responsables de toutes les activités pour les aider dans toute la mesure du possible.

Demain comme hier, ma porte sera ouverte à tous.

Demain comme hier, je tiendrai des permanences à travers la circonscription.

Demain comme hier, je défendrai à fond les causes justes.

Notre circonscription est en expansion, une expansion qui doit être accélérée. Elle a besoin de nouveaux équipements de toutes natures. Elle a besoin de créations d'emplois pour donner du travail aux jeunes. Un projet d'aménagement de la Vallée de Loir et de ses alentours doit être prochainement étudié et mis sur pied ; il doit permettre une action coordonnée sur le plan de la préservation des sites et du milieu naturel, du développement agricole, commercial, industriel, touristique et urbain.

De tous les candidats qui se présentent à vos suffrages, je suis le seul à être né et à habiter dans la Circonscription. J'y suis maire et conseiller général. Vos problèmes me sont familiers. J'ai une solide expérience de l'administration.

Mon remplaçant est lui aussi un enfant du Pays, il y est né, il est installé à La Flèche.

Vive la 3e Circonscription ! Vive la Liberté ! Vive la République !

Et vive la France dans une Europe Unie et un Monde en Paix.

Raymond DRONNE
Député sortant
Docteur en Droit
Diplômé de l'École des Sciences Politiques
Maire d'ÉCOMMOY, Conseiller Général
Président de l'Association « Pour une Démocratie Moderne »
Président d'Honneur du Syndicat National des Bouilleurs de Cru
Producteurs de Fruits et Professions Connexes
Commandeur de la Légion d'Honneur
Compagnon de la Libération
Croix de Guerre — Médaillé de la Résistance
Ancien Combattant et Mutilé de Guerre
Administrateur des Affaires d'Outre-Mer en retraite
Né le 8 mars 1908 à Mayet (Sarthe)
dans une famille de cultivateurs

Remplaçant :
Docteur **Gilbert CHANTEPIE**
Chirurgien
Conseiller Municipal de La Flèche
né le 19 mars 1929, à Mayet, (Sarthe)

Imp. Perrin - Château-du-Loir